

Le gouvernement kurde et les changements sociaux

Mala Bekhtyar

Le sud du Kurdistan-Souleymanhieh

10/06/2014

La Fondation et le CADIS ont accueilli vendredi 20 juin 2014 Monsieur Mala Bakhtyar, pour une rencontre avec des intellectuels et chercheurs français, suivie du dernier séminaire de l'année du CADIS.

En dépit de l'actualité internationale sur l'Irak, et alors qu'il se trouvait la veille encore sur la ligne de front, notamment à Kirkouk, Mala Bakhtyar a tenu à maintenir ce séminaire prévu de longue date et consacré au Kurdistan autonome et à venir échanger avec Alain Touraine et les autres membres du CADIS, en particulier son directeur, Philippe Bataille, ainsi que Michel Wieviorka, ancien directeur du CADIS et actuel administrateur de la FMSH, Daniele Joly, chercheuse IEA-EHESS et Université de Warwick, et Michel Foucher, géographe, ancien diplomate et titulaire de la chaire de géopolitique au Collège d'études mondiales.



Monsieur Mala Bakhtyar, intellectuel kurde, résistant et combattant contre le régime de Saddam Hussein, chef du bureau politique de l'UPK, est député au parlement du Kurdistan et principal conseiller du président irakien Monsieur Jalal Talabani. Il a également contribué au débat intellectuel kurde, sur les questions de la modernité, l'islam politique, le fondamentalisme, les droits des femmes...

Texte traduit par Massoud Sharifi Dryaz

Le gouvernement kurde et les changements sociaux

Mala Bekhtyar

Un examen de non-examiné

Dans les sociétés qui ont été dépourvues de pouvoir ou ne le possédaient qu'occasionnellement et pour peu de temps, l'empreinte du système du pouvoir sur la progression des sociétés se distingue des nations qui ont eu leur propre État.

Les nations historiques et dominantes possèdent la culture et la civilisation de la gouvernance. Tandis que les nations dépossédées de leur pouvoir en ont été privées. C'est donc pourquoi, malgré l'oppression et de la restriction des libertés, la majorité des nations historiques et dominantes ont naturellement pu, depuis longtemps, garantir le développement de leurs civilisations, la progression de leurs sociétés, l'avancement et la réalisation de leurs droits économiques, politiques, sociaux et civils. Par contre, les sociétés dépossédées de leur pouvoir non seulement ont été privées de développement social, mais, de plus, leur vie sociale habituelle a été dévastée. Comment pourrait-on espérer que de grands changements sociaux se produisent dans un tel contexte!

La nation kurde fait partie des anciennes nations orientales. Les dernières découvertes de la civilisation antique dans la province de Halabja et des plaines de Sharezour (le village de Bestan Sour) ont confirmé que le peuple kurde, à l'origine, n'a pas immigré au Kurdistan, mais que depuis le début de l'histoire de l'humanité, le peuple kurde a vécu et est resté au Kurdistan. Au fur et à mesure, les autres peuples immigrants s'y sont installés. Finalement, pendant toute leur histoire, pour répondre aux exigences de la vie et subsister, ils ont formé une collectivité kurde que l'on appelle le « Kurdewarî ».

Les Kurdes, dans leur vie collective, se sont depuis longtemps distingués des Arabes, des Perses, des Turcs et autres nations voisines. Il est vrai qu'en l'absence d'un système de pouvoir permanent, il n'existe toujours pas d'analyse exhaustive sur cette distinction. Par exemple :

Il a été prouvé qu'avant Jésus-Christ, le système esclavagiste n'existait pas au Kurdistan. Pourtant, le phénomène d'esclavage était présent. On peut se demander comment les Kurdes ont vécu cette longue période en dehors du système esclavagiste ? Comment la famille était-elle structurée ? Quel était le fondement économique de la société et de la vie sociale des Kurdes ? Selon quelle culture et quel système social les Kurdes se sont-ils distingués des autres groupes ? Nous n'avons toujours pas de réponses scientifiques pour répondre à ces questions.

Ce que l'on sait précisément, c'est l'existence du système du pouvoir féodal dans tout le Kurdistan. Bien que ce système de pouvoir se soit trouvé impliqué dans les conflits entre des empires, des religions et des croyances et bien qu'il ait été dérouté de sa voie de développement naturel, le féodalisme est resté l'unique pouvoir dans l'histoire ancienne et récente du Kurdistan, a influencé son peuple et continue à y laisser des traces. Avant comme après la naissance des principautés kurdes, le féodalisme, la culture du pouvoir, la tradition, le système social et l'organisation économique existaient. Même la religion et les confessions ont été mises au service du pouvoir. Aujourd'hui encore, la vie sociale des Kurdes demeure sous l'influence des résidus de la culture du féodalisme qui continue à laisser sa marque, dans le tribalisme et les croyances religieuses-confrériques. Avec l'émergence des principautés, le féodalisme a atteint son apogée avec le développement de son pouvoir. Jusqu'au dix-huitième siècle, les principautés ont existé. Cela prouve que vis-à-vis du pouvoir religieux les Kurdes ont protégé le système féodal.

Un des plus grands problèmes historiques des Kurdes réside dans le fait qu'à l'époque où le pouvoir religieux d'Islam et par la suite les pouvoirs chiites et sunnites ont imposé leur domination, ils ont, dès le début, rejeté et détruit le pouvoir des principautés au Kurdistan. Et cela, malgré le fait que ces pouvoirs eux-mêmes étaient fondés sur le féodalisme, voire l'esclavagisme.

Plusieurs siècles d'assujettissement et 23 ans de gouvernance

Après la bataille de Tchaldiran (en 1514), les Ottomans et les Safavides ont éradiqué la totalité des principautés. Faute d'autre choix, après la Première Guerre mondiale, les Anglais pour la première fois ont accepté la gouvernance de Cheik Mahmoud qui n'a duré que deux ans. Ensuite, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et en raison de manœuvres politiques de l'Union Soviétique vis-à-vis des Américains et des Britanniques et dans l'intention de mettre la main sur une partie du pétrole d'Iran, la république éphémère (11 mois) du Kurdistan fut décrétée en 1945. L'Union Soviétique a abandonné son soutien à la République du Kurdistan lorsque les États-Unis et la Grande-Bretagne ont imposé la résolution des accords de Téhéran (1945). Ainsi, le Kurdistan est demeuré dans une période marquée par l'absence d'autorité autonome jusqu'au soulèvement de 1991 à partir duquel, pour la première fois, il devint le détenteur de son propre système de pouvoir. Expérience qui dure depuis 23 ans. Les pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire et le quatrième pouvoir, c'est-à-dire celui des médias, existent. Tous ces pouvoirs, grâce aux lois et leur mise en application, ont des impacts déterminants sur la société et l'individu kurde ainsi que sur la civilisation moderne au Kurdistan.

Certes, vingt-trois ans de pouvoir et d'expérience de la gouvernance pour un pays ruiné représentent très peu. Pourtant, l'expérience du fédéralisme kurde a coïncidé avec la fin de la guerre froide. Une période à partir de laquelle les grandes puissances ont changé leur politique au niveau mondial afin d'éviter les grandes crises économiques de l'Occident ou de trouver une solution au cas ils devraient affronter une crise. Les intérêts des superpuissances et des entreprises capitalistes exigeaient un vaste marché mondial. Pour cela, il fallait d'abord améliorer la technologie, la technique, la capacité et le niveau scientifique et économique des individus qui se trouvaient en dehors du monde occidental. C'est la raison pour laquelle la vision du monde classique du capitalisme, après la guerre froide, eut besoin d'une nouvelle stratégie politique et économique vis-à-vis des pays du tiers monde et des peuples opprimés du Moyen-Orient. Après l'occupation irakienne du Koweït (en 1990) le sud du Kurdistan s'est retrouvé dans une nouvelle conjoncture politique où il pouvait se projeter vers la libération et la gouvernance. Après la défaite de l'armée irakienne, au printemps 1991, le peuple du Kurdistan s'est soulevé et a opté pour un système fédéral.

Pour la première fois dans l'histoire de la nation kurde, c'est un pouvoir fédéral qui dirige systématiquement le pays. Cela a eu des influences importantes sur la société kurde. Une partie de cette société est libérée de son statut opprimé, colonisé et archaïque et se dirige vers la voie du progrès économique, politique, social, intellectuel, et de la gouvernance. Tout cela a introduit des transformations remarquables dans la vie sociale des Kurdes.

Il nous semble important d'attirer l'attention sur le fait que non seulement pendant toute son histoire, la société kurde a été privée de son propre système du pouvoir, condition historique indispensable au progrès et à la prospérité, mais il faut aussi rappeler que:

Le gouvernement fédéral kurde a vu le jour 35 ans après le début de la gouvernance du régime baasiste. Le parti de Baas était fondé sur le nationalisme arabe et une idéologie fasciste. Durant ces années, ce parti avait systématiquement mobilisé ses forces militaires et logistiques pour exterminer les Kurdes et leur vie sociale. Mis à part le génocide de 180 000 Kurdes (pendant les opérations connues sous le nom d'Anfal), le bombardement chimique, la destruction de 5 000 villages, le Baas avait envisagé d'anéantir le peuple et la culture du Kurdistan. Pour réaliser cet objectif, il a ruiné l'économie artisanale et agricole du Kurdistan. Il a déplacé des centaines de milliers des Kurdes dans les régions du sud de l'Irak. Il a arabisé leur langue et dans les régions arabisées il avait imposé l'identité arabe aux familles kurdes.

La politique la plus redoutable du Baas consistait à disloquer la société kurde en détruisant leurs relations sociales et leur culture. Il n'est pas étonnant qu'afin d'atteindre cet objectif, l'enseignement

supérieur ait disposé du budget le plus élevé après celui de l'armée irakienne. Le Baas avait prévu d'assimiler toutes les différentes nations d'Irak, notamment les Kurdes, à la culture et à la langue arabes en cinquante ans. C'est la raison pour laquelle, il n'y avait qu'une université et trois instituts au Kurdistan !! Ce qui ne répondait pas aux besoins d'une région ni même d'une ville.

Reconstruire un pays ruiné

Un Kurdistan ruiné et une société ébranlée, tel était l'héritage des 35 ans de la gouvernance Baas pour le nouveau gouvernement fédéral (1991). Pour la gouvernance, reconstruire un tel pays est un immense défi à relever. Cette tâche s'avère d'autant plus difficile lorsque l'on se rend compte du travail qu'il faut réaliser sur l'éducation de la raison et de la conscience ainsi que sur le développement de la société. Marginalisé par le monde et dépourvu de reconnaissance officielle de la part des gouvernements voisins, le gouvernement fédéral devait faire face à l'attitude hostile des États de la région. De plus, depuis la fondation de l'État irakien (1921), l'infrastructure économique du Kurdistan du Sud, en comparaison des autres régions d'Irak, était marginalisée. On lui volait son pétrole, et on freinait son expansion industrielle et la formation d'une classe moyenne au Kurdistan. À partir de 1979, l'agriculture de la région se trouva ruinée. En 1972, les Kurdes Failis ont été victimes de massacres. On pourrait imaginer combien il est difficile de rebâtir, économiquement et politiquement, un pays où 5 000 villages ont été rayés de la carte. Des centaines de milliers d'acres de ses terres cultivables devinrent zones interdites, des millions d'animaux domestiques furent tués. Une part importante des possesseurs de petits capitaux se sont enfuis, la psychologie nationale fut dans le désespoir à cause du bombardement chimique, de l'exode et du déplacement forcé au sud de l'Irak. Une telle société s'est révoltée lorsqu'elle s'est trouvée dans une nouvelle conjoncture politique. En conséquence de sa défaite après la guerre Koweït-Irak, le gouvernement a quitté le Kurdistan laissant dernière lui une région ravagée et dévastée. Les forces politiques et militaires du Front du Kurdistan¹ n'avaient pas l'expérience de gouvernance au point de ne même pas s'accorder sur le fédéralisme. Elles avaient même des difficultés pour contrôler les anciens et les nouveaux membres des forces armées du Front du Kurdistan. C'est la raison pour laquelle les institutions politiques et financières du gouvernement devinrent un marché noir pour des marchands qui bénéficiaient de l'impunité que leur avait accordée un gouvernement quasi-anarchique.

Dans une telle conjoncture de chaos politique-économique, le Front du Kurdistan, après avoir conduit au succès le soulèvement de 1991, a organisé les élections d'avril 1992.

Un an après le soulèvement, la situation économique et la vie sociale des Kurdes avaient encore empiré. Même les salaires étaient bloqués. Pourtant, vu l'importance que le peuple du Kurdistan accordait à la liberté politique, les gens ont massivement et activement participé aux élections et aux activités politiques. Six groupes politiques étaient en compétition électorale. 98 % de la population, les femmes, les hommes, les différents groupes religieux se sont rendus aux urnes pour voter. C'était pour la première fois dans l'histoire de la nation kurde qu'un parlement et un gouvernement étaient élus.

À partir de 1993, ce pouvoir législatif et exécutif est passé, pendant 4 ans, par une guerre civile et il a été divisé entre les deux administrations d'Erbil et de Souleymanieh. Malgré les failles au niveau de la gouvernance, et malgré les difficultés économiques, la corruption et les abus de pouvoir, ce pouvoir législatif, exécutif, judiciaire et médiatique a pu profiter de 23 ans (depuis 1991 jusqu'à nos jours) de l'absence du Baas pour exercer une influence déterminante sur l'économie, la société et l'évolution des relations et des classes sociales.

Pour évaluer cette expérience de 23 ans, on pourrait se référer aux indicateurs de développement économique et social tels qu'ils sont définis par l'ONU qui comprennent : 1- la réduction de la pauvreté, 2- la promotion de l'éducation, 3- l'égalité des sexes, 4- la diminution de la mortalité maternelle, 5- la santé des femmes, 6- la lutte contre le sida, 7- l'espérance de vie, 8- l'engagement

¹ Le Front du Kurdistan/ Berey Kurdistani a été fondé en 1987, lors du commencement de processus d'Anfal, par les partis du Kurdistan.

pour le développement durable. Selon le rapport de l'institut irakien de statistique et de programmation, préparé en octobre 2012 pour déterminer les indicateurs standards du développement, les quatre provinces du Kurdistan, à savoir Souleymanieh, Kirkouk, Erbil et Dihok, occupent les premières places du pays sur tous les indices (économie, santé, éducation, science, marché du travail, égalité des sexes...). Selon ce rapport, les statistiques montrent qu'en poursuivant le même niveau de progrès, la province de Souleymanieh pourrait atteindre en 2015 les standards mondiaux du développement. La société kurde est considérablement influencée par ces transformations économiques, politiques et administratives.

La classe moyenne et les grandes transformations

La situation sociopolitique du Kurdistan continue son processus historique concomitamment au changement politique. Sous l'influence du marché libre, dans son sens contemporain, le marché du Kurdistan s'est libéré du marché colonialiste de la nation arabe pour prendre la forme d'un marché libre qui correspond à la situation d'un peuple en quête de liberté politique, économique et sociale. De ce fait, ce n'est uniquement pas l'apparence des relations sociales qui se sont transformées, mais aussi la circulation et l'investissement des capitaux, la composition des classes sociales et les structures sociales qui se métamorphosent.

Au cours du dernier siècle, dans aucune partie du Kurdistan, les occupants n'ont permis qu'une classe bourgeoise nationale, voire la moyenne bourgeoisie, se forme. C'est bien cette réalité qui constituait un obstacle majeur à l'émergence des transformations économiques et politiques profondes dans la vie sociale kurde. À partir des années 1990, c'est seulement au Kurdistan du Sud où une nouvelle infrastructure économique, en dehors de l'influence de la nation dominante arabe, a vu le jour. De nouvelles relations sociales et une composition inédite des classes ont émergé sur la base de cette infrastructure. La moyenne bourgeoisie, entre autres, s'est inscrite dans son parcours historique et naturel. Nous pensons que l'avènement de la moyenne bourgeoisie, après le soulèvement de 1991, constitue la transformation la plus importante au Kurdistan. Si l'on se pose la question sur les raisons qui justifient un tel propos, on pourrait répondre que la classe moyenne, comme cela était le cas dans le monde occidental au dix-neuvième siècle, constitue un des éléments indispensables à la réussite de la gouvernance. On pourrait dire que cette classe est le composant nécessaire de l'invention et de la transformation sociales.

La conjoncture économique du Kurdistan ainsi que la classe moyenne émergente ont transformé la société consommatrice kurde en une société productrice. Étant devenu un marché indépendant d'Irak, le marché du Kurdistan est indispensable aujourd'hui à la survie économique de plusieurs provinces d'Irak. En 2013, on compte 11 502 compagnies locales et 2 749 compagnies étrangères dans la région. Il faut également évoquer la présence de 31 consulats étrangers qui organisent des activités commerciales. Alors que les salaires mensuels et annuels moyens n'étaient respectivement que de 10 dollars et 150 dollars en 1990-1991, à présent le salaire annuel moyen s'élève à 8 500 dollars.

Au cours de 47 ans, de la création d'Irak en 1921, jusqu'en 1968, une seule université a été créée au Kurdistan. À partir du soulèvement de 1991 jusqu'à nos jours, 24 universités gouvernementales et régionales ont été inaugurées. Tandis que pendant plusieurs décennies après la création de l'Irak seulement 3 instituts ont été mis en place au Kurdistan, le gouvernement kurde a augmenté leur nombre de 27 en l'espace de deux décennies.

Le nombre des écoles au Kurdistan est passé de 1320 en 1991 à 6738 en 2014. Aujourd'hui, 1 649 156 personnes étudient dans les écoles et les universités du Kurdistan. En 2013, on compte 113 634 enseignants actifs. Parmi ceux qui se sont inscrits dans tous les niveaux d'enseignements, 870 857 sont des hommes et 778 299 sont des femmes. Parmi ceux qui exercent le métier d'enseignant, 48 952 sont des hommes et 64 682 sont des femmes.

Les services de santé se sont nettement améliorés. À présent il y a 69 hôpitaux au Kurdistan, alors que l'État irakien n'en avait construit que 27. Après la formation du gouvernement kurde, le nombre des centres médicaux a passé de 163 à 991.

La liberté civile et médiatique et le progrès

La société kurde qui, pendant toute son histoire, a été privée de liberté, aujourd'hui bénéficie de considérables libertés politiques, civiles et intellectuelles. Par exemple :

- Les partis politiques qui adhèrent à de différentes idéologies et philosophies nationales et religieuses sont libres.
- La liberté des médias (journaux, magazines, radios et télévisions) est garantie sous tous les aspects. À présent, au total, 1 015 médias dont 211 journaux, 532 magazines, 42 chaînes satellites, 137 télévisions locales, 137 radios constituent le champ des médias libres.
- La société civile, les syndicats et les associations agissent en pleine liberté. Selon la loi (1) de 2011, fait unique au Moyen-Orient, même trois personnes ont le droit de demander à fonder une association. À l'heure actuelle, 1 881 associations ont la permission de mener des activités. On peut énumérer 400 associations regroupant des intellectuels et des écrivains. À cela s'ajoutent également des centaines de syndicats et d'associations démocratiques.

Cet espace de liberté a apporté des changements historiques à la vie sociale des Kurdes. Le taux d'illettrisme a baissé de 65 % à 7 % au cours des 20 dernières années. 37 % des femmes sont actives dans le marché du travail. La philosophie de notre système éducatif s'est transformée et aujourd'hui dès l'école primaire les élèves commencent à apprendre l'anglais.

Tous ces changements dans le champ constitutionnel et médiatique, sur la scène sociale et au cœur de la société civile sont les résultats de 23 ans de gouvernement kurde, mais aussi des activités civiles et médiatiques des citoyens. Il est vrai qu'il aurait été possible d'en faire davantage et de combler plus de lacunes. Malgré tout, le succès de ce gouvernement, au-delà de la liberté et de la prospérité économique et politique du Kurdistan du Sud, s'est manifesté dans les changements sociaux. La société agricole, illettrée et traditionnelle du Kurdistan, s'est transformée en une société éduquée qui fait ses premiers pas vers une mutation industrielle à petite, moyenne, voire grande échelle. Aujourd'hui les grands secteurs industriels comme les raffineries du pétrole, l'industrie du ciment et le secteur commercial, grâce aux voies internationales et aux aéroports internationaux (d'Erbil et de Souleymanieh) sont en relation avec des marchés régionaux et mondiaux. Influencée par ces progrès et ces réussites, la vie sociale kurde se réorganise aujourd'hui pour se projeter vers une société civile dans laquelle la liberté de la femme et le progrès social occupent une place prépondérante. Au fur et à mesure, l'importance de cette expérience de gouvernement au Kurdistan et son impact sur l'individu, la famille et la société kurde, deviennent plus lisibles. Nous appuyant sur ce que l'on vient d'évoquer et en constatant l'entrée de nouveaux phénomènes économiques, sociaux, politiques et intellectuels, nous pourrions dire que :

D'ici deux décennies, le Kurdistan deviendra un pays autonome et développé. Le peuple kurde pourra atteindre son objectif de créer une société démocratique et moderne tout en bénéficiant de la civilisation démocratique de l'Occident, et tout en protégeant néanmoins sa particularité orientale. Il n'est pas impossible d'imaginer que si l'on soutient l'expérience de la gouvernance au Kurdistan, peut-être ce pays, avant même ses voisins, pourrait devenir un exemple de la démocratie susceptible de créer une société libre et moderne. On peut insister sur le fait qu'au Moyen-Orient, les expériences de la démocratisation, comme celle du Kurdistan, ne seront pas une simple reproduction des modèles occidentaux. Si une telle expérience est soutenue et accompagnée par les intellectuels, les penseurs et la société civile du monde démocratisé, on pourrait s'attendre à ce qu'au cours du troisième millénaire le processus de la démocratisation au Kurdistan et dans le reste du Moyen-Orient trouve sa propre voie. En considérant la conjoncture des pays occidentaux et leur interdépendance avec l'Orient, ainsi qu'en constatant les changements actuels de notre monde, nous pourrions penser que peut-être dans les prochaines décennies (25-50 ans) l'expérience démocratique et la culture de l'Orient serviraient, de manière positive, à trouver d'autres modèles alternatifs pour faire face à l'hégémonie négative de la modernité à l'heure de la mondialisation. Il serait ainsi possible qu'un autre processus (politique, social et civil) mieux adopté à la vie sociale de l'être humain puisse exister. Un processus dans lequel la domination de l'individualisme et la destruction de la vie sociale sont maîtrisées au profit d'une vie

collective dans laquelle la véritable justice sociale, l'environnement dans lequel nous vivons et les valeurs humaines comme la tolérance, le pardon et la compréhension mutuelle constitueraient l'essence.

Une fois que l'être humain a accompli son devoir vis-à-vis du processus de la démocratisation au niveau mondial, il doit assumer sa responsabilité envers l'humanité mondiale. Il est impossible d'y parvenir en s'appuyant uniquement sur la culture et l'hégémonie de l'Occident. On ne pourrait pas protéger et libérer l'humanité face aux conséquences nuisibles de la civilisation capitaliste sans s'appuyer sur la force de toute l'humanité.

À présent, l'Orient fait ses premiers pas pour entrer et réussir dans le nouveau processus de libération et l'équilibre des valeurs essentielles de l'humanité. Chers invités et chères invitées ! Sachez que l'expérience du Kurdistan est une preuve importante dans ce processus qui dessinera l'avenir de l'Orient et de l'humanité.

Je vous remercie pour l'organisation de la présence réunion. Je tiens également à remercier Alain Touraine qui est une source d'inspiration intellectuelle pour les défenseurs de la démocratie. Avec plaisir, nous vous attendrons au Kurdistan.